

# Le pouvoir aux travailleurs

29 OCT 2000

N°77

PRIX : 100 F

L'émancipation des travailleurs sera l'oeuvre des travailleurs eux-mêmes (Karl Marx)

Pour la construction du parti de la classe ouvrière

| SOMMAIRE   | PAGES   |
|--|---------|
| <u>EDITORIAL :</u>   |         |
| - LA BARBARIE XENOPHOBE S'EST ABATTUE SUR ABOBO .                                    | 2 - 5   |
| - LA RUE A PORTE GBAGBO AU POUVOIR ! .....   | 6       |
| - LEURS ELECTIONS PRESIDENTIELLES,<br>LEUR DEMOCRATIE, POUR QUELLE POLITIQUE ? ..... | 7 - 8   |
| - LES MORTS NE SONT PAS ENCORE ENTERRES,<br>MAIS ILS S'EMBRASSENT DEJA ! .....       | 8 - 9   |
| - ON PREND LES MEMES ET ON RECOMMENCE ! .....  | 10      |
| - LA GENDARMERIE "REPUBLICAINE" A L'OEUVRE .....                                     | 10      |
| - TEMOIGNAGE DE LA JOURNEE DU 26 OCTOBRE A ABOBO                                     | 11 - 13 |
| - PALESTINE : UNE EXPLOSION DE COLERE LEGITIME ..                                    | 14 - 15 |

**LA BARBARIE XÉNOPHOBE S'EST ABATTUE SUR ABOBO**

Le jeudi 26 octobre restera gravé pour longtemps dans les mémoires des habitants de la commune d'Abobo, où vit une multitude de communautés dont la grande majorité d'entre elles fait partie de la population pauvre de ce pays.

Tout a commencé ce jeudi matin quand les partisans d'Alassane Ouattara, non contents - à juste raison - de l'élimination de leur candidat des élections présidentielles, ont tenu à manifester leur mécontentement en marchant, comme la veille, en direction du Plateau.

La police et la gendarmerie ont laissé cette population mécontente se rassembler à certains endroits et même prendre le chemin du Plateau, jusqu'au moment où les plus avancés d'entre eux ont été bloqués par un barrage dressé par les forces de l'ordre, toujours dans la commune d'Abobo, peu avant Filtisac. A cet endroit-là, ils ont été accueilli à coup de bombes lacrymogènes et de matraques.

D'autres, ceux qui s'étaient rassemblés au quartier Habitat Sogefiha, ceux-là, ont été dispersés sur place par des tirs à balles réelles et par des jets de bombes lacrymogènes. A partir de ce moment-là, il s'engagera une course poursuite. Des manifestants dressaient des barricades à la hâte, dans leur retraite, pour se défendre face à cette barbarie des forces armées. Cette retraite s'avérera tout aussi mortelle pour les manifestants.

Les fuyards seront, en effet, accueillis dans leur retraite par les partisans du FPI-PDCI et de tous ceux empoisonnés par les propagandes ethnistes et xénophobes de leurs dirigeants respectifs durant toutes ces dernières années. De nombreux manifestants seront tabassés jusqu'à ce que mort s'ensuive. La barbarie va même jusqu'à s'en prendre à tout ce qui est en boubou. Les gens du FPI filtraient même le quartier en demandant leur papier d'identité aux passants. Ce ne fut là que le commencement d'une journée de folie qui a gagné la population. Les plus salauds dans les actes de tortures, si l'on peut mettre un degré dans cette barbarie, furent les étudiants proches de la Fesci de Blé Goudé ainsi que les "*désœuvrés*", pour ne pas dire les "*loubards*" ou le lumpenproletariat se vengeant sur plus faible qu'eux. Tous ceux-là, surtout "*les intellectuels*" se sont particulièrement

fait remarquer dans l'art de faire souffrir les innocents : ils purgeaient dans l'anus de ceux qu'ils avaient sous leurs mains de l'acide ou du formol.

Mais si la barbarie a atteint un summum, ce fut grâce à la sauvagerie de cette gendarmerie "*loyaliste*", cette élite choyée par Houphouët, puis par Bédié, qui s'était rangée par la suite dans le camp de Guéi avant de le lâcher à son tour pour prendre le camp de Gbagbo, quand il était manifeste que le vent avait bien tourné et que le camp gagnant était bien de ce côté-là. C'est cette gendarmerie que Gbagbo a qualifiée le jour même de ce carnage, jour de son investiture, de force "*Républicaine*" et qu'il a remerciée et saluée vivement.

C'est cette gendarmerie qui avait déployé ses forces dans tout le quartier, notamment le quartier "*derrière rail*", ainsi que le quartier "*Sogefiha*". Là, ces gendarmes poussaient les jeunes à déloger les "*étrangers*" et les "*Dioulas*" de leur maison, à les frapper, à piller leurs magasins. Les gendarmes, eux-mêmes, cassaient systématiquement toutes les vitres des véhicules Wôrô-wôrô et Gbagka, parce qu'appartenant aux "*Dioulas*" qualifiés du même coup aussi d'*étrangers* ou d'*envahisseurs*".

Les gens pauvres, se sentant en danger, se sont allés se réfugier dans les mosquées, espérant trouver-là un abri plus sûr. Ce ne fut pas le cas. Le carnage à continué jusqu'à l'intérieur des mosquées.

Il y en a dans leur fuite qui se sont réfugiés chez les habitants du quartier, espérant trouver protection. Même là, très peu ont trouvé une âme charitable pour leur venir en aide. Pourquoi ?

Le résultat de cette journée, pour la seule commune d'Abobo, est de plusieurs dizaines de morts. On ignore, pour l'heure, les chiffres. Quant aux blessés, ils se comptent aussi par dizaines, sinon par centaines.

Il est significatif qu'*Amnesty international* ait demandé "*aux forces de sécurité de protéger le droit humain de toute la population y compris ceux des citoyens de nationalité étrangère qui sont pris à partie par d'autres civils ou par certains membres des forces de l'ordre*". Nous citons, ici, Amnesty international, qui a d'ailleurs ajouté que "*le rôle des forces de l'ordre a été parfois ambigu*" et "*dans certains cas, les forces de sécurité se sont jointes aux partisans du Front Populaire Ivoirien (FPI) dans leur combat de rue contre les membres du Rassemblement des Républicains (RDR)...*".

Il est par ailleurs bien significatif qu'aucun journal ayant pignon sur rue, en dehors du "*Patriote*", journal du RDR, n'ait dénoncé ce massacre. Bien au contraire, les journaux tels que "*Soir-Info*", un journal à but uniquement commercial, même lorsqu'ils en ont parlé, ce fut avec de petits articles en pages intérieures, avec un titre tendancieux comme : "*manifestation du RDR, la Côte d'Ivoire a frôlé une guerre civile*". Ce journal tendait à faire croire que les victimes du RDR étaient elles-mêmes les responsables de la violence ; ils ont plus dénoncé les barricades, sans même avoir parlé, pour ainsi dire, du massacre qui s'est produit.

Ne parlons même pas de "*Notre Voie*", le journal du FPI, ce journal de xénophobes notoires, où en première page, il n'y avait aucun mot sur le massacre qu'il y a eu. Par contre, à l'intérieur de ce journal, un article intitulé "*ADO ou la folie du désespoir*" raconte que ce sont les partisans de Ouattara "*blessant et tuant même quelquefois d'innocentes personnes*". Et ce serait, selon ce journal, "*face à cette agression barbare et lâche, (que) les citoyens se sont mobilisés*" pour organiser "*la riposte*" (...). "*Ainsi nombre de jeunes loubards ont-ils été lynchés par le public*". "*Au regard de tout ce qui précède, ajoute ce journal, il ne fait aucun doute que Alassane Dramane Ouattara est responsable de tous les morts de la journée du jeudi dernier*".

Il en va de même lorsqu'on interroge un Bété, un Baoulé, un Ebrié ou un Agni, comme d'ailleurs tous ceux qui ont été contaminés par le virus de la xénophobie et de l'anti-Dioula, très longtemps entretenu et nourri par le camp PDCI-FPI. Tous ceux-là s'exprimeront dans les mêmes termes que ce journal du FPI, présentant les victimes comme des loubards dressant des barricades et "*agressant la population*". Ils oublient que juste la veille, les barricades étaient mille et mille fois plus nombreuses, pour faire tomber la dictature de Guéi. Un jour plus tard, par contre, ceux qui ont dressé les barricades pour réclamer de nouvelles élections un peu plus libres sont aussitôt qualifiés de "*loubards*", jusqu'à mériter la mort.

Comment en est on arrivé-là ?

Ces idées xénophobes, ethnistes, ne sont pas tombés du ciel. Dans leur course pour le pouvoir, les principaux concurrents, à commencer par Bédié et le PDCI d'abord, Laurent Gbagbo et le FPI ensuite, ont utilisé des armes ethniques et xénophobes contre leur concurrent commun Alassane Ouattara. Ainsi, pendant longtemps, ce ne sont pas seulement les médias d'Etat, radio et télé qui en ont fait de larges échos à leur propagande. Mais

ils étaient aussi relayés par les journaux d'état, "*Fraternité-Matin*" et "*Ivoir'Soir*", ainsi que "*Notre Voie*" ou sa défunte "*La Voie*", journal du FPI mais aussi tous les journaux satellites des différents petits partis tournant autour du FPI et du PDCI. Dans leurs manifestations et meetings respectifs, on pouvait voir des xénophobes notoires tel que Pépé Paul dans la première loge. Ne parlons même pas des journalistes qui tiennent une grande responsabilité dans les massacres qui ont suivi. Car la vraie violence était déjà dans les écrits. Ce sont seulement les plumes qui ont été remplacées ensuite par des machettes et des fusils des forces armées de l'Etat.

Toute cette barbarie, pour en arriver où ? A un gouvernement où chacun des protagonistes a une petite part, pour mener strictement la même politique au service de la classe exploiteuse. Oui, la population pauvre s'est déchirée entre elle de façon grave, peut-être irrémédiable, pour rien. Elle ne gagnera non seulement rien quel que soit le candidat qui a remporté les élections, mais ce qui est déjà certain, c'est qu'elle a déjà perdu au moins une chose qui lui restait : sa dignité d'homme, pour devenir pire que des animaux.

Les choses en resteront-elles là ? Rien n'est moins sûr. Même si cela était le cas, chaque communauté vivrait dans la crainte de l'autre. Vivre de cette façon quand on habite Cocody, Riviera Golf ou dans les quartiers chics du Plateau, dans des appartements ou des maisons individuelles, ce n'est pas très difficile, on peut continuer à vivre comme par le passé, surtout quand on a de l'argent pour mettre ses enfants à l'abri vers des cieux plus cléments. Ce qui est le cas des dirigeants politiques, des riches et à la limite, de la classe moyenne. Mais à Abobo ? Tous ceux qui vivent à l'intérieur des cours communes souvent exigües, partageant de tous petits espaces, les mêmes toilettes, les mêmes espaces de repos, etc, se chevauchant les uns sur les autres dans les marchés, les dispensaires et les maternités, comment vont-ils faire ? Déjà, la vie était bien difficile par le passé. Mais au moins, il existait entre tous une certaine solidarité facilitant bien des choses. Mais maintenant, comment toute cette population va-t-elle faire ? Ne tombera-t-elle pas dans une spirale de guerre ethnico-xénophobe, entraînant une "*rwandisation*" du pays ? Tout cela est possible. Et ceux qui ont incidieusement cultivé ce poison, à savoir Bédié, Gbagbo et consorts, ne l'ignorent pas. Voilà en quoi, ils sont criminels. Maintenant, on reverra ces mêmes acteurs venir faire les pompiers, en se donnant le bon rôle... jusqu'aux prochaines élections, dans 5 ans, ou moins s'ils estiment que c'est nécessaire de jeter à nouveau les gens pauvres les uns contre les autres.

## LA RUE A PORTE GBAGBO AU POUVOIR !

Les résultats des élections présidentielles se faisaient attendre, avec suspense, quand le mardi 24 octobre vers 14H, deux jours après le scrutin, le ministère de l'Intérieur a annoncé, par le canal de la radio et de la télé, la dissolution de la CNE (Commission Nationale Electorale) et la proclamation de la victoire du général Guéi, avec 52% des suffrages exprimés.

Aussitôt, les rues ont été prises d'assaut par des milliers et des milliers de manifestants en colère contre cet "hold-up électoral" en scandant "Gbagbo président !". Déjà, des colonnes entières de manifestants ont pris le chemin du Plateau pour manifester leur colère et faire pression sur le général Guéi.

Loin de mesurer le rapport des forces, le général Guéi est même apparu sur les antennes de la radio et de la télé pour annoncer lui-même sa victoire dès le premier tour et remercier les Ivoiriens qui ont voté pour lui.

Gbagbo, voyant que la rue lui était totalement favorable et qu'il était assuré du soutien et de la protection de l'impérialisme français, a annoncé à son tour sa victoire et a demandé ce qui était déjà un fait : la mobilisation de la rue.

Si le camp militaire d'Akouédo était le bastion le plus sûr du Général Guéi, ce n'était pas vraiment le cas de la gendarmerie et des commandos bérets rouges de Koumassi. Voyant cette foule immense déterminée à en découdre avec le pouvoir en place, dès le matin à la première heure du mercredi 25, ceux-ci ont vite

fait de basculer dans l'autre camp, celui de Gbagbo, appelé aussi par eux et les journalistes, le camp des "loyalistes".

Mais ce ralliement s'est fait bien timidement, au fur et à mesure. En effet, au départ, les militaires se contentaient de montrer leur neutralité face aux tirs venant du camp armé de Guéi. Ils avaient rallié les masses mais pas au point de retourner leurs armes contre leurs collègues d'en face. Et quand la foule réclamait des armes, ils leur disaient, "on arrive, on arrive". Ils étaient là debout sur le bord des voies. On voyait bien que ces soldats du rang n'avaient pas eu des instructions formelles de leur état-major pour un soutien franc à cette masse dans la rue.

Par contre, les gendarmes ont été bien les premiers à basculer franchement de ce côté-ci, avec armes et bagages. Mais là encore, à aucun moment, ils n'ont osé distribuer des armes aux manifestants. Ils se contentaient de les encadrer et de riposter quelquefois, de façon très timide.

Vu le rapport des forces sur le terrain qui tournait en faveur des manifestants, il était évident que les forces armées fidèles jusque-là à Guéi allaient basculer de l'autre côté, les unes après les autres, pour finalement voir l'état-major des forces armées lui-même dans son ensemble faire allégeance à Gbagbo ce même jour du 25 octobre.

Quant à la foule elle-même, si elle montrait son courage en exhibant sa poitrine aux balles de ceux d'en face, elle n'a pas été jusqu'à chercher des fusils pour riposter à son tour.

\* \* \* \* \*

## LEURS ELECTIONS PRESIDENTIELLES, LEUR DEMOCRATIE, POUR QUELLE POLITIQUE ?

Dans cette démocratie bourgeoise, vous n'avez pas le droit de vote si vous n'avez pas en votre possession un bout de papier que les colons ont institué, qui s'appelle "carte nationale d'identité" ou si vous n'avez pas atteint l'âge minimum requis de 18 ans. Ce qui ne vous empêche d'ailleurs pas de vous faire exploiter par la bourgeoisie et de payer vos impôts. Les "boys" et les "servantes" ou des apprentis dans le bâtiment peuvent exercer dans cette société dès l'âge de 11 ans, quand ce n'est pas moins.

Cela dit, si l'on regarde les résultats du gagnant, le candidat du FPI, Laurent Gbagbo, a obtenu 1,06 millions de voix. Ce qui veut dire qu'une personne sur 15 a effectivement voté pour lui, soit 7% de la population. Mais comme la règle veut que la comparaison soit faite avec le nombre des voix qui se sont effectivement exprimées, c'est-à-dire les 1,8 millions de personnes, le pourcentage obtenu pour le candidat gagnant est de 59,36 %, c'est-à-dire la majorité des suffrage exprimés.

Démocratique ou pas, c'est de cette façon que la bourgeoisie renouvelle son personnel politique, quand ce n'est pas par un coup d'Etat. Ce qui est le plus souvent le cas dans les pays pauvres.

Mais cette démocratie a encore bien d'autres limites. Par exemple, lors de ces dernières élections, même si les 14 ou 19 candidats qui s'étaient présentés avaient été tous retenus, les électeurs auraient eu, certes, un plus grand choix. Mais un choix parmi autant de candidats bourgeois. Et quand ils ne sont pas bourgeois eux-mêmes, ils sont tout acquis à la cause de la bourgeoisie, dont ils

partagent au moins le mode de vie et de pensée.

En Côte d'Ivoire, par exemple, il n'y a jamais eu de candidat ouvrier s'exprimant au nom de la classe ouvrière. Le voudrait-il qu'il faudrait qu'il réunisse les 20 millions de francs de caution obligatoire, soit 45 ans de salaires sur la base des 36.600F que constitue le salaire minimum actuel. Sans oublier qu'il faut ensuite que ce dernier mène une campagne électorale tout aussi coûteuse, en abandonnant son travail, le temps de la campagne électorale, c'est-à-dire sa seule source de revenus d'ouvrier. Tout ça n'est certes pas très démocratique.

Pourtant, cette démocratie a encore bien d'autres restrictions. Le candidat élu mènera la politique qu'il veut, durant ses 5 ans de pouvoir, sans qu'aucun des électeurs qui l'a élu n'ait le droit de regard, ni de contrôle. Le parlement dans un pays pauvre comme la Côte d'Ivoire n'est certainement pas un contre-pouvoir, qu'il ne l'est d'ailleurs même dans des pays comme la France. Il n'est qu'une chambre où les différents partis politiques casent leur coterie pour toucher un revenu non négligeable et bien d'autres avantages, tout aussi non négligeables, dont ils se servent pour faire des affaires. En Côte d'Ivoire, ce phénomène est encore bien plus visible, car quel parlementaire par le passé n'était pas en même temps un homme d'affaires ?

Par ailleurs, certains représentants du parti de Gbagbo ont été membres du gouvernement de Guéi. On ne les a pas entendus proposer une autre politique que la

politique d'austérité de Guéi. Il est évident que la politique qui sera menée par la nouvelle équipe FPI au pouvoir sera en faveur de la minorité exploiteuse, contre les intérêts de la majorité de la population.

Les riches ou plutôt leurs représentants présents lors de l'investiture de Gbagbo, eux, ne se trompent pas. Leurs applaudissements nourris, aux discours de circonstance du nouveau président élu sont significatifs. Car eux, ils ont compris qu'il est un des leurs.

Laurent Gbagbo s'est bien empressé d'annoncer, avant même que les élections aient lieu, qu'il était prêt à "*honorer les engagements de la Côte d'Ivoire vis-à-vis de la communauté*

*internationale*", s'il était élu. Qu'est-ce à dire sinon continuer à rembourser plus de 1000 milliards de francs par an, pour le compte de l'impérialisme. C'est-à-dire quelque 52 % du budget total de l'État, alors que personne en dehors de la petite clique autour de Houphouët et de Bédié n'a vu la couleur de cet argent ? Il n'empêche que c'est le peuple qui continuera à payer cette dette. Et c'est "*le candidat des pauvres*" qui se chargera de leur faire les poches ! Quant à Bédié, ce voleur notoire, il peut rentrer au bercail tranquille. Selon certaines rumeurs, il serait même préconisé comme président du futur parlement. Comme quoi il n'y a aucune différence entre eux.

LES MORTS NE SONT PAS ENCORE  
ENTERRÉS,  
MAIS ILS S'EMBRASSENT DÉJÀ !

La première sortie de "*la première dame de Côte d'Ivoire*" fut donc la tournée des hôpitaux, pour "*rendre hommage à tous les martyrs de la liberté*". Visite tout à fait compréhensible, vu que c'est grâce à la rue, grâce à tous les tués, tous les blessés que son parti, le FPI, accède aujourd'hui au pouvoir.

Pourtant, les téléspectateurs qui ont regardé les informations télévisées de ce vendredi 27 octobre à 20H ont peut-être été bien surpris, voire révoltés, de voir Mme Gbagbo en train d'embrasser Balla Keïta. D'autant plus qu'on ne l'a pas vue embrasser les autres blessés, les inconnus grâce à qui son parti a remporté la victoire. Non pas, parce que celui-ci est connu pour son anti-allassanisme et surtout sa haine des "*étrangers*" qu'il exprime ouvertement et sans détour. De ce côté-là, les Gbagbo et surtout les journalistes à leur solde, en ont fait tout autant. Non, ce qui pouvait choquer c'est que

Balla Keïta, était aussi, par ailleurs, "*conseiller*" de Guéi. Il lui est surtout resté fidèle jusqu'au bout, jusqu'à assumer la responsabilité de l'envoi de l'armée pour tirer sur les manifestants qui scandaient "*Gbagbo président !*".

C'est par conséquent à Balla Keïta que tous ces blessés, auxquels Mme Gbagbo a rendu visite, doivent, au moins en partie, leurs blessures, sinon leurs morts qu'on n'a pas encore fini de dénombrer.

Le voilà ce Balla Keïta soigné aujourd'hui à la Pisam, dans la clinique la plus chère du pays, sans aucun doute aux frais des contribuables, après avoir été tabassé par des militaires victorieux du camp de Gbagbo.

Au total, les Bédié, Gbagbo, Alassane et consorts ont entraîné le pays dans la barbarie,



pour finalement s'embrasser entre eux. Comme pour dire, à ceux qui ne l'ont pas encore compris, messieurs, mesdames, la partie est terminée, il faut retourner vaquer à vos occupations.

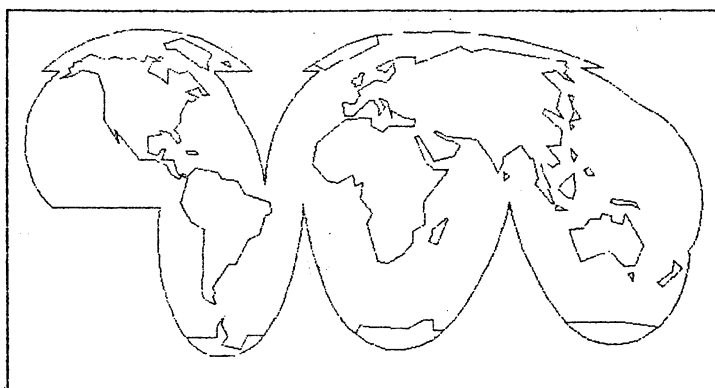
Et pourtant, c'est bien ce qui se passe. Pour ces gens-là, en effet, tout cela n'est qu'un jeu entre gens d'un même monde. Ils se côtoient, probablement, dans leur vie de tous les jours, dans les salons et les restaurants de luxe. Le camp qui a gagné la partie l'emporte pour les 5 ans à venir : il a gagné le droit de décider à qui revient telle part du gâteau.

Tant pis, pour tous ceux qui ont laissé leur peau ou qui sont blessés ; tant pis, pour toute la haine qu'ils ont semée sur leur

passage et qui ne s'effacera pas de si tôt ; tant pis, si dans les quartiers populaires, dans les cours communes, la vie devient invivable et ne sera plus comme avant. Tant pis, aussi, pour tous ceux qui ont cru qu'il y avait un réel enjeu ; un changement au bout de cette lutte et qui ont engagé leur vie, sans avoir rien compris.

Et pourtant, il est bien vrai que la partie semble être bien terminée. Le FPI peut commencer à distribuer la part qui revient à chacun d'entre eux. Même cette crapule de Bédié aura peut-être la sienne. Quant aux "masses" qui ont supporté un camp ou un autre, elles peuvent retourner se faire exploiter si elles trouvent du travail.

## TRAVAILLEURS DE TOUS LES PAYS



UNISSONS-NOUS !

## L E U R S O C I E T E

### ON PREND LES MEMES ET ON RECOMMENCE !

Le nouveau gouvernement comprend 23 ministres, dont 3 postes attribués au PDCI et 2 au PIT. Si le RDR ne fait pas partie de la nouvelle équipe gouvernementale, ce n'est que partie remise.

Ce dernier a pour l'instant décliné l'offre. Ca serait trop voyant, vu la barbarie xénophobe et ethnique qui s'est abattue sur "ses militants", par la grâce de cette armée, police et gendarmerie "républicaine" que Gbagbo a tenu à "saluer" et à "remercier", le jour même de son investiture.

Barbarie qui, malheureusement, a été perpétrée avec la collaboration active des "militants" du FPI, pour ne pas dire de tous ceux qui ont la haine des "étrangers",

contaminés qu'ils sont par leurs propres dirigeants politiques qui l'ont distillée durant ces dernières années.

Tout ça, en fin de compte, dans l'objectif pour les dirigeants politiques et leur petite clique, de s'attribuer la plus grande part du gâteau que constitue le partage de quelques sinécures dans l'appareil gouvernemental.

Ce partage s'est donc fait sur la base des alliances et des rapports de forces entre les différents partis pour, finalement, mener une politique à peine différente les unes des autres- si différence il y a - au service de la même classe bourgeoise, à l'aide du même appareil d'Etat bourgeois.

### LA GENDARMERIE "REPUBLICAINE" A L'OEUVRE

Les locaux du journal "Le Libéral", un journal proche du RDR, ont été saccagés et le matériel détruit par la gendarmerie, le jeudi 26 octobre. Quant au rédacteur en chef de ce journal, il a été "envoyé à Agban" où il a été "battu à coups de bâton et de chicote".

Les locaux du quotidien "La Référence",

un autre journal proche du RDR, ont été aussi "saccagés par les partisans de Gbagbo", le même jour.

L'appareil répressif de l'Etat est le même qu'avant. Alors, la démocratie de Gbagbo, dans tout cela ? Que des mots !

L E U R S O C I E T E

TEMOIGNAGE DE LA JOURNEE DU 26 OCTOBRE A ABOBO :  
LA DEMOCRATIE A LA SAUCE GUEI ET FPI

A 7h55, je me trouvais au niveau du rond point d'Anador, quand les partisans du RDR, en petits groupes, chantaient le refrain "ADO, ADO, ADO...". Ils se dirigeaient vers Adjamé. Le rond point de la mairie était déjà tenue par la gendarmerie. Entre les deux, au niveau de la "station Mobil", d'autres manifestants criaient "On veut voter !" Au moment où j'arrivais, des coups de feu ont commencé à éclater. Les manifestants ont commencé à se disperser. Sur le lieu, j'apprends qu'il y a eu 4 morts. Un corps gisait encore au niveau du lycée St Joseph. Les gendarmes entraient jusqu'à l'intérieur des cours pour déloger quelques manifestants qui avaient trouvé refuges. Le quartier était inondé de gaz lacrymogène. Les gendarmes lançaient même leur lacrymogène à l'intérieur des cours.

C'était le début de la chasse à l'homme, dans les rues. M'enfonçant dans le quartier "derrière rail", j'ai rencontré un jeune qui semblait avoir l'épaule fracturée ou déboîtée, je ne sais trop. Celui-ci me confia que "c'était

*l'acte des Bété*". Il a été pris à partie par des gens se réclamant du FPI au niveau du rond point de la gendarmerie.

J'ai rebroussé chemin pour me rendre sur les lieux. Chemin faisant, j'ai rencontré un jeune au crâne fendu. Il était accompagné de ses camarades en colère. L'un d'eux a crié : "celui qui est garçon, qu'il ose crier le nom de Gbagbo". Enfin, j'arrive au rond point de la gendarmerie. J'ai trouvé-là un petit groupe de jeunes et quelques gendarmes. Un des gendarmes avait même une machette dans les mains. Tous les jeunes étaient armés. Ils avaient un morceau de planche ou des cailloux, etc. Un gendarme a dit : "aujourd'hui, nous allons tuer les Dioulas". Au même moment, un jeune en boubou était en train d'être battu. Il saignait du crâne. Il court vers la gendarmerie. Les gendarmes le repoussent et le livrent aux bandes de sauvages qui se réclamaient du FPI. Il a été battu jusqu'à la mort.

UNE FUITE MORTELLE

Le jeudi 26, les manifestants du RDR ont été pris en chasse par les "forces de l'ordre". Retournant dans leur quartier, ils vont tomber sous la colère des civils attroupés autour des artères principales. Ils seront pourchassés à travers les ruelles. La traque contre les

manifestants va vite se transformer en chasse aux "Dioulas" et aux "étrangers". Cette situation débouchera sur des lynchages, des viols, des humiliations et des assassinats. Des crimes crapuleux ont été commis, même, entre voisins.

L E U R S O C I E T E

TEMOIGNAGE DE LA JOURNEE DU 26 OCTOBRE A ABOBO :  
L'ETHNISME ET LE NATIONALISME A L'OEUVRE

Un enfant d'environ 8 ans en boubou bleu se trouvait parmi les manifestants. Quelqu'un cria : *"voici un RDR"*. L'enfant fut attrapé et questionné : *"de quelle ethnie es-tu ?"* *"Je suis Baoulé, répondit l'enfant apeuré"*. Quelqu'un lui demanda alors en langue Baoulé, de dire son nom. J'ai alors intervenu en leur disant que je connaissais le gosse et je l'ai conduit jusqu'au *"cinéma étoile"*.

Dès mon retour, certains ont commencé à me traiter de RDR. Constatant que je n'avais pas mes pièces d'identité, je suis rentré

m'asseoir à la gendarmerie. Quelques minutes plus tard, les gendarmes nous ont demandé de sortir *"pour aller combattre"* : *"levez-vous, les ivoiriens, allez contre les étrangers"*. Les gendarmes demandaient aux jeunes de *"tuer tous ceux qui ressemblent à un musulman"*.

Quelques instants plus tard, un jeune qui accompagnait une jeune fille Dioula a été pris à partie et traité de "RDR". Il reçut une brique sur la tête. Tombé, il a été tué à l'aide de cailloux, des planches et de bouteilles.

Quand je quittai les lieux, il était 9h30.

LE ROLE DES MILITANTS FPI-PDCI  
DANS LE MASSACRE DES MANIFESTANTS

Le jeudi, vers 16 heures, un homme à bicyclette fut arrêté brutalement par des assassins en civils, partisans du FPI-PDCI, tout juste au niveau du rond point de la gendarmerie d'Abobo. Le cycliste a été soumis à un contrôle des pièces d'identité, comme les racistes blancs le faisaient en Afrique du Sud, au temps de l'apartheid. Les contrôleurs du FPI-PDCI ont découvert parmi ses pièces d'identité, une carte de membre du RDR. Ce fut une raison suffisante pour que ce pauvre

homme soit battu par cette population lâche, armée de machettes, de gourdins et de haches.

Le pauvre homme qui pensait trouver refuge à l'intérieur de la gendarmerie, sera livré par ces derniers à ses bourreaux. C'est une fois battu à mort, que les gendarmes vont ordonner à ces sauvages déchaînés, de l'achever hors de leur vue. C'est ainsi que l'homme a été chargé sur une pousse-pousse et conduit un peu plus loin de la gendarmerie.

L E U R S O C I E T E

L'HOMME A L'HABIT DE "DOZO"

Le même jour du jeudi, toujours aux environs de 16 heures, un autre homme en tenue de "Dozo" a été arrêté par la horde sauvage des "patriotes" comme on les appelle. C'est sous l'oeil vigilant et complice des gendarmes, qu'ils attendaient leurs proies. Le plus souvent, c'est même c'est avec l'active

collaboration des gendarmes que les gens furent arrêtés.

L'homme a été déshabillé et battu comme on n'abattrait pas un animal. C'est seulement quand ce dernier ne pouvait plus tenir sur ses jambes qu'ils l'ont abandonné.

LES BARBARES A L'OEUVRE

Un petit délinquant de quartier vient dire aux gendarmes que telle maison abrite des Dioulas armées. Les voilà les gendarmes, en train de déloger les habitants, en bombardant la cour de bombe lacrymogène. Les malheureux habitants, sachant que s'ils sortent de leur maison, seront abattus comme des

chiens par les chiens en armes ou donnés en pâture aux assassins assoiffés de sang, ont tenu bon. Les assaillants ont fini par mettre le feu à la maison.

Heureusement que les habitants de la maison ont pu s'échapper par une autre façade, qu'ils ont réussi à escalader.

LES BARBARES A L'OEUVRE

Deux jeunes filles venant en direction d'Adjamé ont été arrêtées par les assaillants au rond point de la gendarmerie d'Abobo. Elles parlaient le Dioula et c'était le crime

qu'il ne fallait pas commettre. L'une d'entre elle a été déshabillée sur-le-champ et violée. Elles ont été ensuite battues et traînées par terre.

## PALESTINE : UNE EXPLOSION DE COLERE LEGITIME

Depuis plusieurs semaines, le peuple palestinien a repris l'"*intifada*" ou la "*guerre des pierres*" contre l'État d'Israël. Cette révolte a commencé comme une riposte spontanée à la provocation d'un général israélien d'extrême droite, Ariel Sharon.

En effet, cet homme, responsable de la mort des milliers de Palestiniens massacrés dans les camps de Sabra et Chatila, au Sud-Liban, est à juste titre très détesté des masses palestiniennes et il le savait. Mais cela ne l'a pas empêché de faire une "*visite*" sur l'esplanade des mosquées à Jérusalem. Des Palestiniens, notamment des jeunes, ont pris cette visite comme une façon de les narguer. Aussi, ils ont immédiatement réagi en exprimant leur colère avec des jets de pierres. Des soldats israéliens n'ont pas hésité à tirer des balles réelles sur des manifestants, entraînant en quelques jours plusieurs morts et de nombreux blessés.

La provocation d'Ariel Sharon a servi en fait d'étincelle qui a mis le feu aux poudres. Car la situation dans cette région du monde a toujours été explosive, depuis que les Palestiniens ont été expropriés d'une partie de leur territoire pour créer l'État d'Israël en 1947-48. Leurs frustrations et leur colère s'accumulent depuis des décennies, d'autant que les autorités israéliennes encouragent l'installation

des colonies juives dans les territoires palestiniens de Cisjordanie et de Gaza.

D'un côté, dans ces territoires occupés, les colons juifs construisent des logements, font des exploitations agricoles, bref, ils organisent leur vie comme ils l'entendent. Leur niveau de vie ainsi que celui de l'ensemble des Israéliens est comparable dans une certaine mesure à celui des pays d'Europe. De l'autre, les Palestiniens sont privés de tout, même du droit élémentaire de circuler librement. Ils vivent dans une misère insupportable, enfermés dans leurs territoires comme dans de véritables camps de concentration.

Cette situation est une véritable poudrière dont les autorités israéliennes portent une lourde responsabilité par leur politique d'injustice, d'exclusion et de répression. A cette responsabilité s'ajoute celle, écrasante de l'impérialisme, notamment américain. Car c'est les Etats-Unis qui assurent la protection de l'État hébreu. Et en échange, celui-ci joue le rôle de gendarme pour maintenir l'ordre impérialiste dans cette région du monde.

C'est pourquoi, chaque fois qu'il y a une explosion de colère des Palestiniens, elle est dirigée à la fois contre Israël et ses protecteurs, les USA.

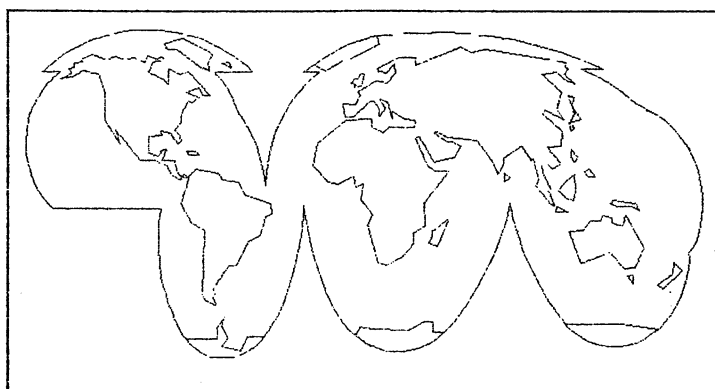
Malgré le rapport des forces totalement disproportionné, loin de se résigner, le peuple palestinien se bat avec un courage admirable contre l'oppression et l'injustice. Cela était par exemple le cas de l'Intifada de 1987 qui a duré plusieurs années et obligé les dirigeants israéliens à signer les accords d'Oslo en 1993, reconnaissant aux dirigeants palestiniens un semblant d'autonomie appelée "*autorité palestinienne*".

Les Palestiniens savent que pour arracher la moindre concession à Israël, ils ne peuvent le faire que par leurs luttes. C'est pourquoi ils n'ont pas hésité à s'attaquer les mains nues à l'armée israélienne, renouant ainsi avec la guerre des pierres face à laquelle les dirigeants israéliens s'étaient montrés

impuissants.

Cependant, faute d'une politique qui soit à la hauteur de leur détermination et de leur courage, leurs luttes et leurs sacrifices risquent de rester dans l'impasse. Pourtant, il est possible que les masses palestiniennes et les exploités israéliens s'entendent et vivent ensemble. Mais pour cela il est indispensable que les uns et les autres trouvent le chemin de leur unité dans une même lutte contre la bourgeoisie israélienne et les dirigeants palestiniens. Une telle lutte dirigée avant tout contre l'impérialisme pourrait trouver des échos dans les autres pays arabes et entraîner la mobilisation des masses arabes, victimes elles aussi de l'exploitation capitaliste, du manque de liberté et de nombreuses formes d'oppressions.

## TRAVAILLEURS DE TOUS LES PAYS



**UNISSONS-NOUS !**

## CE QUE NOUS VOULONS

### Considérant

- que l'économie et la société sont basées sur l'opposition fondamentale d'intérêts entre, d'un côté, une minorité de bourgeois qui possèdent l'essentiel des richesses de ce pays et qui contrôlent les moyens de les produire et, de l'autre côté, une majorité de prolétaires qui ne peuvent vivre que de leur travail et de rien d'autre
- que le sort réservé aux prolétaires, c'est-à-dire aux ouvriers des villes et des campagnes, aux employés, à ceux qui, faute de travail régulier, vivent de petits métiers, à ceux qui font marcher la production et les transports, est intolérable du fait des salaires trop bas et du chômage
- que la majorité pauvre de la paysannerie est également condamnée à la misère par les sociétés capitalistes qui rachètent à vil prix leur production
- que les travailleurs ne peuvent pas compter sur la bourgeoisie pour améliorer leur sort car la richesse de la poignée de riches parasites bourgeois, ivoiriens ou étrangers, vient précisément de l'exploitation des travailleurs
- que l'Etat lui-même, c'est-à-dire la direction de l'administration, la hiérarchie de l'armée et de la police, est entièrement au service des riches
- que tous les grands partis, y compris ceux qui sont dans l'opposition au gouvernement en place, n'entendent pas toucher à cet état des choses
- que seuls les ouvriers des villes et des campagnes, les chômeurs ont intérêt à une transformation profonde et radicale de la société car l'organisation actuelle de la société ne leur donne rien d'autre que la misère

*Les rédacteurs de ce journal estiment indispensable la création d'un parti qui représente exclusivement les intérêts politiques de la classe ouvrière et qui se fixera pour tâches :*

- de regrouper tous ceux qui, au sein de la classe ouvrière, sont déterminés à agir pour défendre les intérêts quotidiens des travailleurs contre les bourgeois, des pauvres contre les riches et pour préparer la classe ouvrière au grand combat pour libérer la société de l'exploitation - préparer les travailleurs à ce que, au cours de ce combat, ils créent les organes du pouvoir démocratique des ouvriers et des paysans pauvres et à ce qu'ils conservent les armes conquises au cours de la lutte afin d'avoir les moyens de se faire respecter
- donner à la classe ouvrière la conscience de la nécessité de se servir de sa force pour reprendre à la minorité de riches industriels, de marchands et de banquiers, de hauts fonctionnaires et de politiciens corrompus toutes les richesses acquises par l'exploitation des travailleurs, afin que les ouvriers et les paysans puissent en disposer collectivement et qu'ils puissent s'en servir dans l'intérêt de tous, dans l'égalité et la fraternité, pour que chacun puisse manger à sa faim, se loger, se vêtir, se soigner correctement, et que les enfants de tous aient droit à l'éducation, à la culture, à la dignité et au respect des autres.
- favoriser l'extension de la révolution ouvrière à l'échelle internationale

La présente revue entend dans cette perspective :

- défendre et transmettre la tradition révolutionnaire de la classe ouvrière, telle qu'elle a été incarnée dans le passé par Marx, Lénine et Trotsky
- combattre l'ethnisme et le nationalisme qui divisent les travailleurs, au nom de l'internationalisme qui les unit
- contribuer, par la propagande et l'éducation, à soustraire les travailleurs à toutes les formes d'obscurantisme, à l'influence réactionnaire de toutes les religions qui prêchent toutes la patience et l'accommodement avec l'ordre établi
- oeuvrer pour développer parmi les travailleurs la conscience de constituer une classe capable de libérer la société de l'exploitation.